

Leçon : Jacques Chirac est président de 1995 à 2007

I. Le gouvernement d'Alain JUPPE (1995-1997)

1. Promesse de « réduire la fracture sociale » et politique de rigueur accrue

Jacques Chirac a été élu pour « réduire la fracture sociale » c'est à dire réunifié une société plus fragile (chômage, quartiers délabrés,...). Mais l'état des déficits publics pousse son 1^{er} ministre Alain Juppé (un proche du Président) à repousser à plus tard la réalisations des promesses de campagne. Pour diminuer les dettes et entrer dans les conditions liées à l'adhésion à la monnaie unique européenne (l'**Euro**) les impôts sont augmentés et les dépenses réduites.

2. La montée du mécontentement

Le gouvernement se heurte, fin 1995, à un mouvement social de très grande ampleur. Une vaste réforme de l'armée est lancée avec la suppression du service national) mais conduit à la réduction des dépenses militaires. Enfin, le RPR, comme le PS, est discrédité par les **scandales** (HLM de la ville de Paris, affaire Tibéri,...). Malgré la diminution des impôts décidée à l'automne 1996 et les efforts d'A. Juppé pour améliorer son image, **le Président et son 1^{er} ministre sont très impopulaires. Le 21 avril 1997, malgré sa confortable majorité de 1993 et sur des sondages favorables, le Président Chirac décide de dissoudre l'Assemblée Nationale.** Il sous estime sa propre impopularité et celle du Premier Ministre, fidèle exécutant de la politique qu'il a choisi de mener en oubliant ses promesses électorales de 1995.

II. LA 3ème cohabitation : Lionel JOSPIN (juin 1997- 5 mai 2002.)

1. La victoire de la GauchePlurielle aux législatives (mai-juin 97)

Tandis que la droite UDF-RPR subit un recul important, une vaste coalition de gauche (Verts, PS, Mouvement Des Citoyens –MDC-, PCF¹) conduite par Lionel Jospin obtient une large majorité. Cette union de 4 partis, c'est la **Gauche Plurielle**.

2. « L'état de grâce » du gouvernement JOSPIN (juin 1997 à 2000)

Lionel JOSPIN (chef du plus grand parti de la Gauche Plurielle, le PS) est nommé Premier Ministre le 4 juin 1997. Il bénéficie de **l'affaiblissement du Président** (comme F. Mitterrand en 1986 et 1993) et de l'image honnête d'un socialiste qui s'est démarqué de l'héritage des scandaleuses «années Mitterrand». Ce gouvernement bénéficie aussi des **divisions des droites** :

La droite parlementaire d'abord aux prises avec ses rivalités de personnes et avec la question de l'alliance avec le FN (élections régionales de 1998).

La droite nationaliste puisque le **Front National (FN) lui-même se déchire** en 1999 entre le mouvement de Bruno Megret (Mouvement National) et celui de Jean-Marie Le Pen (FN).

Grâce à la loi sur les 35 heures de travail hebdomadaire et aux «emplois Jeunes » le gouvernement est assez populaire (état de grâce).

3. Les difficultés du gouvernement de la Gauche Plurielle 2000-2002

- Afin de reprendre l'initiative et pensant aux présidentielles de 2002 (où il envisage d'être candidat), Jacques CHIRAC organise **un référendum à l'automne 2000** qui permet de réduire à 5 ans (**quinquennat**) le

¹ Le PCF, pour la 1ère fois depuis 1981, progresse.

septennat existant qui a traversé 3 républiques successives (notons que J Chirac était *contre ce même quinquennat* en 1995). Désormais, **le mandat de l'Assemblée est aligné sur celui du Président (5 ans)** afin **d'éviter des cohabitations** tout en risquant de réduire encore davantage les pouvoirs du Premier ministre devenu le simple exécutant de la volonté présidentielle (sauf en période de cohabitation).

- Entre temps, le gouvernement est confronté à un mouvement de **grogne sociale** (impôts, enseignants,..) qui pousse Lionel JOSPIN à remanier son gouvernement (mars 2000) pour y faire entrer des Mitterrandiens (Laurent FABIUS, Jack LANG,...)
- La négociation avec le FLNC (mouvement terroriste corse) sur le **statut particulier des départements corses** provoque une crise dans le gouvernement avec le départ pendant l'été 2000. du bouillant ministre de l'Intérieur Jean-Pierre CHEVENEMENT (MDC). Ce dernier refuse tout statut particulier au sein de la république française « une et indivisible ».
- Enfin aux **élections municipales de mars 2001**, la Gauche Plurielle (hors de ses succès à Paris et à Lyon) enregistre plutôt un recul (accentué pour le Parti Communiste qui durcit le ton au printemps 2001). L'approche des élections législatives et présidentielles de 2002 tend à relâcher l'alliance des gauches chacun des « petits alliés » (Verts, MDC, communistes) cherchant à exister face au « géant » socialiste (PS). Le mouvement de mécontentement grandit dans la société française où s'opposent des aspirations divergentes et difficilement conciliables.

III. Le second mandat de Jacques CHIRAC : depuis mai 2002

1. Les chocs du 1^{er} tour (le 21 avril 2002)

- La campagne est marquée par deux éléments nouveaux qui sont la montée des abstentionnistes et l'augmentation du nombre des candidats.
- Les principaux candidats : L. Jospin (PS), JP Chevènement (MDC), R. Hue (PCF), Arlette Laguillier (Lutte Ouvrière, candidate depuis 1974), Noël Mamère (Ecologiste), Alain Madelin (Démocratie Libérale), François Bayerou (centriste UDF), **Jacques Chirac (RPR)**, Bruno Maigret (MN), **JM Le Pen (FN)**
- La dispersion des voix et le mécontentement sont fatale au candidat socialiste : le Premier ministre sortant Lionel JOSPIN est battu dès le 1^{er} tour. Ce qui constitue donc le **1^{er} choc** c'est l'absence de candidat de gauche au second tour qui ne s'était pas vu depuis 1969 !
- Le **second choc** est l'excellent score du candidat nationaliste et populiste Jean-Marie Le Pen. Ses prises de positions provocatrices voire scandaleuses ainsi qu'une réputation d'extrémisme (construite par les médias et par ses provocations) lui ont en effet valu des haines et des oppositions farouches.

2. Réélection triomphale de Jacques Chirac ?

- Le score atteint par le président sortant (près de 80%) donnerait à penser que le peuple de France est derrière J. Chirac qui semble s'être taillé là un vrai triomphe qu'aurait envié de Gaulle ! Cependant, le ralliement à J. Chirac s'explique surtout par le rejet, voire par la panique provoquée par la victoire de JM Le Pen ainsi que par l'addition des voix des candidats de droite.

3. Gouvernement Jean-Pierre Raffarin (2002-2005)

- Afin d'éviter les erreurs de 1995 et de 1997, Jacques Chirac constitue un gouvernement d'union de la droite dirigé par Jean-Pierre Raffarin (libéral) dont le but est avant tout de gagner les législatives et d'éviter au pays une 4^{ème} cohabitation.
- Le président et son gouvernement sont populaires pour avoir tenu tête aux Américains en 2003 lorsque ceux-ci ont lancé leur « croisade pour la liberté » en envahissant un pays souverain : l'Irak.

- Mais la confiance dont bénéficie Jean-Pierre Raffarin depuis son arrivée à Matignon est de courte durée. Dès 2004, les élections régionales et cantonales sont un désastre pour la droite.
- L'engagement du Président et de son Premier Ministre en faveur du « oui » sur le référendum de mai 2005 concernant la constitution européenne se heurte à une majorité massive de « non ». C'est un grave désaveu. Au lieu de démissionner, Jacques Chirac choisit de changer de 1^{er} ministre.

4. Le gouvernement de De Villepin (depuis juin 2005)

- Dominique de Villepin, proche de J. Chirac, veut mettre en avant la politique sociale enterrée depuis 1995. Ses rivalités avec son ministre de l'intérieur Nicolas Sarkozy, les émeutes dans les banlieues, la crise du CPE qui mécontente ses partisans et ses adversaires puis enfin le scandale de l'affaire Clearstream créent une ambiance de profond dégoût des Français envers leurs dirigeants dont le seul talent est l'obstination à s'accrocher au pouvoir.
- Le mardi 16 mai 2006, **une motion de censure** déposée par les députés du PS reçoit même le soutien d'une partie de la droite (UDF)
- Jacques CHIRAC ne réussit pas à écarter son rival Nicolas SARKOZY de la direction de l'U.MP. ni de la course à l'Élysée que celui-ci remporte le 6 mai 2007.